Jean-Pierre Sueur a présenté au Sénat, en sa qualité de président de la commission des Lois, un rapport sur la situation de l'entreprise Petroplus (Petit Couronne) mais qui, au-delà, permet de saisir les actifs ou de vendre les stocks d'entreprises défaillantes afin de préserver les intérêts des entreprises et de leurs salariés par rapport au risque de déplacement de stocks ou d'actifs au sein notamment de holdings dont le siège est situé à l'étranger.

Lors de la préparation de ce rapport, conjointement avec le rapporteur de l'Assemblée Nationale, Jean-Pierre Sueur a insisté sur la nécessaire information des salariés et sur la prise en compte des obligations du propriétaire en matière « sociale et environnementale ».

Il a enfin noté que les représentants des salariés de l'entreprise avaient demandé le vote du texte.

Il a toutefois insisté auprès du ministre de la Justice pour que celui-ci précise ce que le terme « obligations sociales » recouvrait précisément. Le ministre a répondu oralement et par lettre aux représentants des salariés.

>> [Lire le rapport](#)

>> [Lire le texte intégral de l'intervention de Jean-Pierre Sueur le 1er mars en séance publique](#)

>> [Le communiqué du groupe socialiste du Sénat à propos de Petroplus Sauver](#)

Lire aussi

>> [la dépêche AFP du 29 février](#)

>> [la dépêche AFP du 1er mars](#)

>> [Le Bulletin Quotidien du 1er mars](#)

>> [La République du Centre du 2 mars](#)

.